
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 24

Bill No. 24

Loi sur la protection de la jeunesse

Youth Protection Act

Première lecture

First reading



M. MAROIS

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 24

Loi sur la protection de la jeunesse

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) «Comité»: le Comité de la protection de la jeunesse institué par la présente loi;

b) «directeur»: un directeur de la protection de la jeunesse dans un centre de services sociaux;

c) «enfant»: une personne âgée de moins de dix-huit ans;

d) «parents»: le père et la mère d'un enfant ou, le cas échéant, celui d'entre eux qui en a la garde de droit ou de fait, ou, en cas d'absence ou de défaut, le tuteur ou le gardien de fait de l'enfant;

e) «règlement»: un règlement adopté en vertu de la présente loi par le gouvernement;

f) «Tribunal»: le Tribunal de la jeunesse établi par la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20);

Bill No. 24

Youth Protection Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

CHAPTER I

INTERPRETATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning,

(a) "committee" means the Comité de la protection de la jeunesse established under this act;

(b) "director" means the director of youth protection in a social service centre;

(c) "child" means a person under eighteen years of age;

(d) "parents" means the father and mother of the child, or, as the case may be, the father or the mother having *de facto* or legal custody of the child, or, in their absence or failing them, the tutor or the *de facto* guardian of the child;

(e) "regulation" means any regulation made under this act by the Government;

(f) "Youth Court" means the Youth Court established by the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20);

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet, appelé à remplacer l'actuelle Loi de la protection de la jeunesse, vise essentiellement à assurer la protection et la réinsertion familiale et sociale de tout enfant dont la sécurité ou le développement est compromis ou qui a commis des actes contraires à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec. À ces fins, le projet prévoit notamment que les décisions prises à l'égard d'un enfant doivent tendre à le maintenir dans son milieu naturel.

Le projet met sur pied un Comité de la protection de la jeunesse composé de quatorze membres choisis parmi des personnes particulièrement susceptibles de contribuer à l'étude et à la solution des problèmes de la jeunesse. Ce comité, chargé notamment d'assurer le respect des droits de l'enfant, exercera un rôle de surveillance générale de l'application de la loi.

Le projet crée aussi, au sein de chaque centre de services sociaux, la fonction de directeur de la protection de la jeunesse. Le directeur de la protection de la jeunesse est saisi du cas de tout enfant dont la sécurité ou le développement semble compromis ou à qui on impute des actes contraires à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec. Après analyse de la situation de l'enfant, il décide seul ou, dans certains cas, de concert avec une personne dési-

EXPLANATORY NOTES

This bill, designed to replace the existing Youth Protection Act, is intended mainly to ensure the protection and the reintegration into society and the family of any child whose security or development is endangered, or who has committed acts contrary to any law or regulation in force in the province of Québec. For these purposes, the bill provides, particularly, that any decision made in regard to the child must contemplate his remaining in his natural environment.

The bill establishes a Comité de la protection de la jeunesse (youth protection committee) composed of fourteen members chosen from among persons particularly capable of contributing to the study and solution of the problems of youth. Such committee, responsible in particular for ensuring the protection of children's rights, will carry on the general supervision of the application of the act.

In addition, the bill creates, within every social service centre, the office of director of youth protection. The director will be assigned the case of every child whose security or development appears endangered or to whom acts against a law or a regulation in force in Québec are imputed. After assessing the situation of the child, the director will decide, either by himself or, in certain cases, in cooperation with a person designated by the Minister of Justice,

g) «unité sécuritaire»: toute partie d'un centre d'accueil déterminée par règlement adopté en vertu du paragraphe c du premier alinéa de l'article 131.

Les expressions «centre d'accueil», «centre de services sociaux», «centre hospitalier», «centre local de services communautaires», «conseil régional», «établissement» et «famille d'accueil» ont le sens que leur donne la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).

2. Le gouvernement peut, pour les fins de l'application de la Loi sur les jeunes délinquants (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre J-3) ou d'une autre loi en vigueur au Québec modifiant ou remplaçant cette loi, désigner ou définir toute personne ou organisme visé à la présente loi comme exerçant au Québec les fonctions d'une personne ou d'un organisme provincial visé à ladite loi.

CHAPITRE II

DROITS DES ENFANTS

3. Le respect des droits de l'enfant doit être le motif déterminant des décisions prises à son sujet en vertu de la présente loi.

4. Ces décisions doivent tendre à maintenir l'enfant dans son milieu naturel.

Si l'enfant n'a pas de famille ou s'il faut l'en retirer, ces décisions doivent tendre à lui assurer les conditions de vie et de développement se rapprochant le plus de celles d'un milieu familial normal.

5. Les personnes à qui la présente loi confie des responsabilités envers l'enfant doivent l'informer aussi complètement que possible, ainsi que ses

(g) "security unit" means any part of a reception centre determined as such by regulation pursuant to subparagraph c of the first paragraph of section 131.

The expressions "reception centre", "social service centre", "hospital centre", "local community service centre", "regional council", "establishment" and "foster family" have the same meaning as they have in the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48).

2. The Government may, for the purposes of the application of the Juvenile Delinquents Act (Revised Statutes of Canada, 1970, chapter J-3) or of any other act in force in Québec amending or replacing such act, designate or determine any person or body contemplated in this act to be the person or body exercising in the province of Québec the functions of a person or provincial body contemplated in the said act.

CHAPTER II

RIGHTS OF CHILDREN

3. Respect for the rights of the child must be the determining consideration in making any decision in his regard under this act.

4. Such decision must contemplate the child's remaining in his natural environment.

Where the child has no family or must be removed from it, such decision must contemplate his being provided with conditions of life and development as nearly similar to those of a normal family environment as possible.

5. Persons having responsibilities regarding a child under this act must inform him and his parents as fully as possible of their rights under this act.

gnée par le ministre de la justice, des mesures qui s'imposent.

Le projet prévoit quand et par qui le Tribunal de la jeunesse (nouvelle dénomination proposée pour la Cour de bien-être social) peut être saisi du cas d'un enfant. Il précise que le juge qui préside le Tribunal sera assisté de deux assesseurs. Le Tribunal ne peut être saisi du cas d'un enfant de moins de quatorze ans pour des actes contraires à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec.

Toute décision ou ordonnance du Tribunal est sujette à appel à la Cour supérieure. Cet appel prend la forme d'un procès «de novo». Avec permission, on peut interjeter appel à la Cour d'appel du jugement de la Cour supérieure, mais sur une question de droit seulement.

Le projet abroge certaines lois devenues désuètes.

on the measures called for.

The bill provides rules establishing in which situations and by whom the Youth Court (proposed appellation for the existing Social Welfare Court) is to be seized of the case of a child. It specifies that the presiding judge of the Youth Court will be assisted by two assessors. The Youth Court may not be seized of the case of a child under fourteen for acts contrary to a law or regulation in force in Québec.

An appeal to the Superior Court will lie from every decision or order of the Youth Court. Such an appeal will be dealt with as a de novo trial. On a question of law and with authorization, the judgment of the Superior Court may be appealed from to the Court of Appeal.

Finally, the bill repeals various acts that have become obsolete.

parents, des droits que leur confère la présente loi.

6. Les personnes et les tribunaux appelés à prendre des décisions au sujet d'un enfant en vertu de la présente loi doivent donner à cet enfant, à ses parents et à toute personne ayant un intérêt l'occasion d'être entendus.

7. L'enfant doit être consulté avant d'être transféré d'un centre ou d'une famille d'accueil à un autre centre ou famille d'accueil. Ses parents doivent l'être également.

8. L'enfant hébergé dans un centre ou une famille d'accueil a droit de communiquer en toute confidentialité avec ses parents, ses frères, ses soeurs, son avocat, le directeur qui l'a pris en charge, le Comité, les juges et greffiers du Tribunal.

9. Un centre d'accueil ne peut prendre de mesures disciplinaires à l'égard d'un enfant qu'il héberge que conformément à des règles internes qui doivent être affichées bien en vue dans l'établissement et dont copie doit être remise par l'administration à l'enfant, s'il est en âge de comprendre, à ses parents, au Comité, au ministre des affaires sociales, au conseil régional et au centre de services sociaux.

10. Aucun enfant ne peut être hébergé dans un établissement de détention au sens de la Loi de la probation et des établissements de détention (1969, chapitre 21).

6. The persons and courts called upon to take decisions respecting a child under this act must give this child, his parents and every person concerned an opportunity to be heard.

7. A child must be consulted before being transferred from one reception centre or foster family to another reception centre or foster family. His parents must also be consulted.

8. Any child placed in a reception centre or foster family has the right to communicate in all confidentiality with his parents, brothers, sisters, advocate, the director who has taken charge of him, the committee and the judges and clerks of the Youth Court.

9. A reception centre shall not take disciplinary measures against any child placed with it except in conformity with internal rules, which must be posted up in a conspicuous place in the establishment and of which a copy must be delivered by the administration to the child capable of understanding, to his parents, to the committee, to the Minister of Social Affairs, to the regional council and to the social service centre.

10. No child shall be placed in a house of detention within the meaning of the Probation and Houses of Detention Act (1969, chapter 21).

CHAPITRE III

ORGANISME ET PERSONNES CHARGÉS
DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

SECTION I

COMITÉ DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

§ 1.— *Constitution*

11. Un comité est constitué sous le nom de «Comité de la protection de la jeunesse».

12. Le Comité se compose de quatorze membres, dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement et choisis parmi les personnes susceptibles de contribuer d'une façon particulière à l'étude et à la solution des problèmes de la jeunesse.

13. Le président et le vice-président sont nommés pour une période qui ne peut excéder cinq ans.

Les autres membres sont nommés pour une période qui ne peut excéder trois ans.

14. Le quorum du Comité est fixé à six membres dont le président ou le vice-président. En cas d'égalité des voix, le président ou, en son absence, le vice-président a un vote prépondérant.

15. Cesse d'être membre celui qui fait défaut d'assister à quatre séances consécutives du Comité et qui ne donne pas au président du Comité un motif valable de son absence.

16. Les membres du Comité demeurent en fonction après l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

CHAPTER III

BODY AND PERSONS ENTRUSTED
WITH YOUTH PROTECTION

DIVISION I

COMITÉ DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

§ 1.— *Establishment*

11. A body, hereinafter called "the committee", is established under the name of the "Comité de la protection de la jeunesse".

12. The committee shall be composed of fourteen members including a president and a vice-president appointed by the Government and chosen from among persons capable of contributing in a particular manner to the study and solution of the problems of youth.

13. The president and the vice-president shall be appointed for a term not exceeding five years.

The other members shall be appointed for terms not exceeding three years.

14. Six members including the president or the vice-president are a quorum of the committee. In case of a tie-vote, the president or, if he is absent, the vice-president shall have a casting vote.

15. Any member failing to attend four consecutive sittings of the committee without giving reasonable grounds for his absence to the president of the committee ceases to be a member.

16. The members of the committee shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until they are replaced or reappointed.

[[**17.** Le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du président et du vice-président du Comité ou, le cas échéant, leur traitement supplémentaire.]

Les autres membres ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.]]

18. La qualité de président ou de vice-président du Comité est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction. Ils peuvent être membres de la fonction publique.

19. L'administration courante du Comité relève du président.

Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.

20. Le Comité a son siège à l'endroit déterminé par le gouvernement; il peut toutefois le transporter dans un autre endroit avec l'approbation du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Comité peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

21. Le Comité peut nommer des représentants dans les régions qu'il désigne et déterminer leurs fonctions, pouvoirs et devoirs.

§ 2.— *Fonctions et devoirs du Comité*

22. Le Comité exerce les responsabilités suivantes, conformément aux autres dispositions de la présente loi:

[[**17.** The Government shall fix the fees, allowances or salary of the president and the vice-president of the committee or, as the case may be, their additional salary.]

The other members shall not be remunerated. However, they are entitled to the reimbursement of justifiable expenses incurred in discharging their duties and they shall receive an attendance allowance fixed by the Government.]]

18. The office of president or vice-president is incompatible with any other function. They may be members of the civil service.

19. The president is responsible for the day to day business of the committee.

If the president is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-president.

20. The committee has its seat at the place determined by the Government; it may, however, transfer it to another place with the approval of the Government; such a change comes into force upon publication of a notice to that effect in the *Gazette officielle du Québec*.

The committee may hold its sittings anywhere in the province of Québec.

21. The committee may appoint representatives in such regions as it may designate and determine their functions, powers and duties.

§ 2.— *Functions and duties of the committee*

22. The committee shall, in conformity with the other provisions of this act, discharge the following duties:

a) il veille à ce que des mesures de protection soient rendues accessibles à l'enfant dont la sécurité ou le développement est considéré comme compromis au sens de l'article 35;

b) il assure le respect des droits de l'enfant, reconnus par la présente loi;

c) il procède à la révision de la situation d'un enfant pris en charge par le directeur dans les cas visés au paragraphe *f* de l'article 35; il procède également, sur demande, à la révision de la situation d'un enfant pris en charge par le directeur dans les autres cas visés dans la présente loi;

d) il enquête sur toute situation où il a raison de croire que les droits d'un enfant ont été lésés par les personnes ou les organismes intervenant en vertu de la présente loi;

e) il prend les moyens légaux qu'il juge nécessaire pour que soit corrigée la situation où les droits d'un enfant sont lésés;

f) il agit à titre d'arbitre ou désigne une personne pour agir à ce titre lorsqu'il y a désaccord quant à une décision du directeur et du représentant désigné par le ministre de la justice concernant l'orientation de l'enfant;

g) il élabore des programmes d'information destinés à renseigner la population en général et les jeunes en particulier sur les droits de l'enfant et la protection que lui assure la présente loi;

h) il encourage la participation bénévole d'individus et de groupes à des activités reliées à la protection de la jeunesse;

i) il favorise la protection des enfants victimes d'abus sexuels ou soumis à des mauvais traitements physiques par suite d'excès ou de négligence.

(a) it shall ensure that protective measures are made available to the child whose security or development is considered to be endangered within the meaning of section 35;

(b) it shall ensure the protection of the rights of the child which are recognized under this act;

(c) it shall review the situation of a child taken in charge by the director in the cases contemplated in paragraph *f* of section 35; furthermore, upon demand, it shall review the situation of a child taken in charge by the director in the other cases contemplated by this act;

(d) it shall investigate any situation where it has reason to believe that the rights of a child have been encroached upon by the persons or bodies intervening under this act;

(e) it shall take the legal means it considers necessary to remedy any situation where the rights of a child are being encroached upon;

(f) it shall act as arbitrator or designate a person to act as such where there is disagreement with regard to a decision of the director and the representative designated by the Minister of Justice concerning the directing of the child;

(g) it shall prepare information programmes designed to provide the public in general and the youth in particular with information on the rights of the child and the protection afforded him by this act;

(h) it shall encourage the voluntary participation of groups and individuals in activities linked with youth protection;

(i) it shall promote the protection of children who are the victims of sexual assault or who are subject to physical ill-treatment through violence or neglect.

23. Dans l'exercice de ses pouvoirs, le Comité peut, par lui-même ou toute personne qu'il désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.

À cette fin, le Comité et tout enquêteur désigné par lui sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

24. Commet une infraction quiconque refuse de répondre à une personne enquêtant en vertu de l'article 23, entrave son travail, l'induit en erreur ou tente de le faire.

25. Malgré l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, copie du dossier tenu par un établissement, pertinent au cas d'un enfant, doit être transmise, sur demande, au Comité. Le Comité peut en outre consulter le dossier sur place et en tirer des copies.

[[**26.** Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi du Comité sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

27. Le Comité peut adopter des règlements internes.

Ces règlements n'entrent en vigueur que sur approbation du gouvernement.

28. Le Comité doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre de la justice un rapport de ses activités de l'exercice précédent; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Le ministre dépose le rapport du Comité devant l'Assemblée nationale s'il

23. In the exercise of its powers the committee may, directly or through any person designated by it, investigate any matter under its jurisdiction.

For that purpose, the committee and any investigator designated by it are vested with the powers and immunity granted commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

24. Every person who refuses to answer a person investigating by virtue of section 23, hinders his work, misleads him or attempts to do so, is guilty of an offence.

25. Notwithstanding section 7 of the Act respecting health services and social services, copy of a record kept by an establishment which is relevant to the case of a child, must be communicated to the committee on request. The committee may also consult the record on the premises and make copies thereof.

[[**26.** The secretary and the other persons employed by the committee are appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

27. The committee may adopt internal by-laws.

Such by-laws come into force only after their approval by the Government.

28. Not later than 30 June each year, the committee shall submit to the Minister of Justice a report of its activities for the preceding fiscal year; such report shall also contain all the information the Minister may prescribe.

The Minister shall table the report of the committee in the National Assem-

le reçoit en cours de session; sinon, ou s'il le reçoit après un ajournement, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

bly if he receives it during a session; if he receives it between sessions or after an adjournment, he shall table it within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

SECTION II

DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

29. Un directeur de la protection de la jeunesse est nommé dans chacun des centres de services sociaux.

Le directeur est nommé par le conseil d'administration du centre sur recommandation du directeur général. Le directeur agit sous l'autorité du directeur général.

30. Le directeur ou son délégué exerce les responsabilités suivantes, conformément aux autres dispositions de la présente loi:

a) il analyse la situation de tout enfant dont la sécurité ou le développement est considéré comme compromis ou à qui on impute des actes contraires à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec;

b) il prend, le cas échéant, les mesures d'urgence que commande la situation de l'enfant et s'efforce, autant que possible, d'obtenir l'adhésion des parents et de l'enfant à ces mesures;

c) il décide de l'orientation de chaque enfant dont il a analysé la situation, sous réserve des cas prévus à l'article 56;

d) il prend en charge tout enfant dont la sécurité ou le développement est compromis;

e) il voit à l'exécution des mesures ordonnées par le Tribunal à l'égard de tout enfant.

DIVISION II

DIRECTOR OF YOUTH PROTECTION

29. A director of youth protection shall be appointed in every social service centre.

The director shall be appointed by the board of directors of the centre on the recommendation of the general manager. The director shall act under the authority of the general manager.

30. The director or his delegate shall, in accordance with the other provisions of this act, discharge the following duties:

(a) he shall assess the situation of any child whose security or development is considered endangered or to whom acts contrary to any act or regulation in force in Québec are imputed;

(b) he shall take, if such is the case, the urgent measures dictated by the situation of the child and endeavour, whenever possible, to obtain the agreement of the parents and child to such measures;

(c) he shall decide on the guidance of every child whose situation he has assessed, except in the cases provided for in section 56;

(d) he shall take charge of any child whose security or development is endangered;

(e) he shall see that the measures ordered by the Youth Court in regard to any child are carried out.

31. Dans le cadre de la présente loi, les services d'un centre de services sociaux doivent être accessibles tous les jours de la semaine et vingt-quatre heures par jour.

32. Dans l'exercice de ses pouvoirs, le directeur peut, par lui-même ou toute personne qu'il désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.

À cette fin, le directeur et tout enquêteur désigné par lui sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête.

33. Commet une infraction toute personne qui refuse de répondre à une personne enquêtant en vertu de l'article 32, entrave son travail, l'induit en erreur ou tente de le faire.

34. Copie d'un règlement interne d'un centre de services sociaux concernant la protection de la jeunesse et l'application de la présente loi doit être transmise au Comité, au conseil régional et au ministre des affaires sociales.

31. Within the scope of this act, the services of a social service centre must be available twenty-four hours per day, every day of the week.

32. In the exercise of his powers, the director may, personally or through any person designated by him, investigate any matter under his jurisdiction.

For that purpose, the director and any investigator designated by him are vested with the powers and immunity granted commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act.

33. Every person who refuses to answer a person investigating by virtue of section 32, hinders his work, misleads him or attempts to do so, is guilty of an offence.

34. A copy of every internal by-law of a social service centre regarding the protection of youth and the application of this act must be forwarded to the committee, to the regional council and to the Minister of Social Affairs.

CHAPITRE IV

INTERVENTION SOCIALE

SECTION I

SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT D'UN ENFANT

35. La sécurité ou le développement d'un enfant est considéré comme compromis si:

a) ses parents ne vivent plus, ne s'en occupent plus ou cherchent à s'en défaire;

b) son développement mental ou émotif ou sa santé est menacé par l'isolement dans lequel on le maintient ou l'absence de soins appropriés;

CHAPTER IV

SOCIAL INTERVENTION

DIVISION I

SECURITY AND DEVELOPMENT OF A CHILD

35. The security or development of a child is considered to be in danger where, in particular:

(a) his parents are dead, no longer take care of him or seek to be rid of him;

(b) his mental or emotional development or his health is threatened by the isolation in which he is maintained or the lack of appropriate care;

c) il est privé de conditions matérielles d'existence appropriées à ses besoins et aux ressources de sa famille;

d) il est gardé par une personne dont le comportement ou le mode de vie risque de créer pour lui un danger moral ou physique;

e) il est d'âge scolaire et ne fréquente pas l'école ou s'en absente fréquemment sans raison;

f) il est victime d'abus sexuels ou est soumis à des mauvais traitements physiques par suite d'excès ou de négligence;

g) il manifeste des troubles caractéristiques sérieux;

h) il est forcé ou induit à mendier, à faire un travail disproportionné à ses forces ou à se produire en spectacle de façon inacceptable eu égard à son âge.

36. Tout professionnel, même lié par le secret professionnel, qui, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, a des motifs raisonnables de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est compromis est tenu de signaler sans délai la situation au directeur.

Toute personne qui a des motifs raisonnables de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est compromis peut signaler la situation au directeur.

37. Le directeur doit aviser le Comité dans le cas d'un enfant victime d'abus sexuels ou soumis à des mauvais traitements physiques par suite d'excès ou de négligence.

38. Un adulte est tenu d'apporter l'aide nécessaire à un enfant qui désire saisir les autorités compétentes d'une situation compromettant sa sécurité ou son développement, ou ceux de ses frères et soeurs.

(c) he is deprived of the material conditions of life appropriate to his needs and to the resources of his family;

(d) he is in the custody of a person whose behaviour or way of life creates a risk of moral or physical danger for the child;

(e) he is of school age and does not attend school or is frequently absent without reason;

(f) he is the victim of sexual assault or he is subject to physical ill-treatment through violence or neglect;

(g) he has serious personality disturbances;

(h) he is forced or induced to beg, to do work disproportionate to his strength or to perform for the public in a manner that is unacceptable for his age.

36. Every professional, even one having privileged information, who, in the discharge of his duties, has reasonable cause to believe that the security or development of a child is in danger is bound to bring the situation to the attention of the director without delay.

Every person having reasonable cause to believe that the security or development of a child is in danger may bring the situation to the attention of the director.

37. The director must notify the committee in the case of a child who is the victim of sexual assault or who is subject to physical ill-treatment through violence or neglect.

38. An adult is bound to bring the necessary assistance to a child who wishes to seize the competent authorities of a situation that endangers his security or development, or that of his brothers and sisters.

39. Une personne ne peut être recherchée en justice pour des actes accomplis de bonne foi en vertu des articles 36 ou 38.

39. No person may be prosecuted for acts done in good faith under section 36 or 38.

40. Nul ne peut dévoiler ou être contraint de dévoiler l'identité d'une personne qui a agi conformément aux articles 36 ou 38, sans son consentement.

40. No person shall reveal or be compelled to reveal the identity of a person who has acted in accordance with section 36 or 38, without his consent.

SECTION II

MESURES D'URGENCE

41. Dès qu'il est saisi de la situation d'un enfant, le directeur procède à une analyse sommaire et détermine si une intervention immédiate s'impose.

41. As soon as he is seized of the situation of a child, the director shall make a summary assessment and determine whether or not immediate intervention is required.

42. Le directeur peut appliquer provisoirement les mesures suivantes:

42. The director may apply the following measures provisionally:

a) retirer immédiatement l'enfant du lieu où il se trouve;

(a) immediate removal of the child from his present environment;

b) faire héberger l'enfant sans délai dans un centre d'accueil, une famille d'accueil, un centre hospitalier ou un organisme approprié;

(b) provision of the child with foster care in a reception centre, a foster family, a hospital centre or in an appropriate body without delay;

c) faire héberger l'enfant âgé de quatorze ans ou plus dans une unité sécuritaire s'il a des motifs raisonnables de croire que l'enfant a commis une infraction à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec, et qu'un tel hébergement s'avère nécessaire à cause du danger que présente l'enfant ou parce qu'il existe de fortes présomptions qu'il tentera de se soustraire à l'application de la loi.

(c) placing of the child fourteen years of age or over in a security unit if he has reasonable cause to believe that the child is guilty of an offence against any act or regulation in force in Québec and that such placing appears necessary because of the danger that the child represents or because there are strong presumptions that he will attempt to elude the application of the law.

43. L'enfant doit être consulté sur l'application des mesures d'urgence; ses parents doivent l'être également dans toute la mesure du possible.

43. The child must be consulted about the application of urgent measures; his parents must also be consulted whenever possible.

Si les parents ou l'enfant s'opposent à l'application des mesures d'urgence, le directeur peut les y contraindre. Il doit toutefois soumettre le cas au Tribunal

Where the parents or the child object to the application of urgent measures, the director may compel their consent. However, the director must submit the

dans les plus brefs délais. Le directeur ne peut jamais appliquer des mesures d'urgence pendant plus de vingt-quatre heures, sans obtenir une ordonnance du Tribunal à cet effet. La décision du Tribunal ne peut avoir d'effet pour une durée supérieure à cinq jours ouvrables.

44. Les frais de transport, gîte ou couvert d'un enfant confié à titre provisoire à une famille d'accueil ou à une institution autre qu'un établissement sont à la charge du centre de services sociaux responsable de l'enfant.

Durant la période où des mesures d'urgence sont appliquées, le directeur peut autoriser, en cas d'urgence, la prestation des services médicaux et d'autres soins qu'il juge nécessaire sans le consentement des parents ni ordonnance du Tribunal. Tout centre hospitalier est alors tenu de recevoir l'enfant que le directeur lui confie et dont l'état nécessite des soins médicaux.

SECTION III

ORIENTATION DE L'ENFANT

45. Une fois complétée l'analyse de la situation de l'enfant et de sa famille, le directeur détermine si la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis.

46. Si le directeur constate que la sécurité ou le développement de l'enfant n'est pas compromis, il doit en informer l'enfant et ses parents et en faire part à la personne qui avait signalé la situation.

47. Si le directeur est d'avis que la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis, il décide de l'orientation de l'enfant, sous réserve des cas prévus à l'article 56.

case to the Youth Court with the least possible delay. The director shall never apply urgent measures for more than twenty-four hours without an order of the Youth Court to that effect. The decision of the Youth Court shall have effect for not more than five working days.

44. Expenses of transportation and bed and board for a child provisionally entrusted to a foster family or an institution other than an establishment shall be charged to the social service centre responsible for the child.

During the period in which urgent measures are applied, the director may, if urgent, authorize the provision of medical services and other care he deems necessary to the child without the consent of the parents or an order of the Youth Court. Every hospital centre is then bound to admit the child entrusted to it by the director and whose condition requires medical attention.

DIVISION III

DIRECTING THE CHILD

45. Once the assessment of the situation of the child and of his family is completed, the director shall determine whether the security or the development of the child is in danger.

46. Where the director establishes that the security or development of the child is not in danger, he must inform the child and his parents and notify the person who had brought the situation to his attention.

47. Where the director is of opinion that the security or development of the child is in danger, he shall decide where to the child is to be directed, except in the cases contemplated in section 56.

À cette fin, il prend l'enfant en charge et peut en outre:

a) voir à l'application de mesures volontaires énumérées à l'article 50;

b) confier l'enfant à un centre hospitalier, à un centre local de services communautaires ou à un autre organisme afin qu'il y reçoive les soins et l'aide dont il a besoin.

48. Lorsque la décision sur l'orientation de l'enfant implique l'application de mesures volontaires, le directeur communique avec les parents et l'enfant dans le but d'en venir à une entente avec eux sur les mesures les plus appropriées. Si aucune entente n'est intervenue dans les vingt jours, l'article 56 s'applique.

49. Lorsque les parents et l'enfant, s'il est âgé de quatorze ans ou plus, consentent à l'application de mesures volontaires, leur consentement doit être donné de la manière prévue aux règlements adoptés en vertu du paragraphe b du premier alinéa de l'article 131.

50. À titre de mesures volontaires, le directeur peut recommander:

a) que l'enfant soit maintenu dans son milieu familial et que les parents fassent rapport périodiquement sur les mesures qu'ils appliquent à eux-mêmes ou à leur enfant pour corriger la situation antérieure;

b) que certaines personnes s'abstiennent d'entrer en contact avec l'enfant;

c) que l'enfant soit confié à d'autres personnes;

d) qu'une personne oeuvrant au sein du centre de services sociaux ou d'un établissement apporte aide, conseil ou assistance à l'enfant et à sa famille;

e) que l'enfant ou ses parents se présentent, à intervalles réguliers, au cen-

For that purpose, the director shall take charge of the child and, in addition, he may:

(a) see to the application of any voluntary measures enumerated in section 50;

(b) refer the child to a hospital centre, a local community service centre or to another body in order that he may there receive the care and assistance he may need.

48. Where the decision regarding the directing of the child involves the application of voluntary measures, the director shall communicate with the parents and the child for the purpose of reaching an agreement with them as to the most appropriate measures. If no agreement is reached within twenty days, section 56 applies.

49. Where the parents and the child, if he is fourteen years of age or older, agree to the application of voluntary measures, their consent must be given in the manner provided for in the regulations made under subparagraph b of the first paragraph of section 131.

50. The director may recommend the following as voluntary measures:

(a) that the child remain in his family environment and that his parents present a report periodically on the measures they apply in their own or in their child's regard to correct a previous situation;

(b) that certain persons refrain from coming into contact with the child;

(c) that the child be entrusted to other persons;

(d) that a person working in a social service centre or in an establishment provide aid, counsel or assistance to the child and his family;

(e) that the child or his parents report in person, at regular intervals,

tre de services sociaux pour faire part au directeur de l'évolution de la situation;

f) que l'enfant reçoive certains services de santé;

g) que l'enfant soit hébergé pour une période déterminée dans un centre d'accueil ou une famille d'accueil choisi par le centre de services sociaux;

h) que l'enfant effectue de menus travaux ou rende un service approprié à la collectivité.

51. Le centre de services sociaux doit faciliter par tous les moyens à sa disposition l'exécution des mesures volontaires.

52. Un hébergement volontaire dans une famille d'accueil ou un centre d'accueil est fait pour une durée maximum de six mois. Cependant, le directeur peut, si nécessaire, en prolonger la durée pour des périodes successives d'au plus six mois à la fois; il doit alors en aviser les parents de l'enfant. Tout centre d'accueil, désigné par le directeur, est tenu de recevoir l'enfant.

53. Le directeur doit effectuer périodiquement une révision de la situation de chaque enfant pris en charge et vérifier si toutes les mesures sont prises pour assurer la réinsertion sociale et familiale de l'enfant.

Cette révision a pour fin de déterminer si la situation dans laquelle se trouve l'enfant justifie des mesures additionnelles ou des mesures différentes de celles qui sont déjà appliquées.

Les modalités et délais de cette révision sont déterminés par règlement.

54. Le Tribunal peut, sur requête écrite du directeur, délivrer une ordonnance enjoignant à une personne susceptible de contribuer à l'analyse de la

to the social service centre and inform the director on the progress of the situation;

(f) that the child receive certain health services;

(g) that the child be provided with foster care for a fixed period in a reception centre or foster family chosen by the social service centre;

(h) that the child execute minor tasks or render an appropriate service to the community.

51. The social service centre must, by all the means available to it, facilitate the carrying out of the voluntary measures.

52. The maximum period of voluntary placement in a foster family or in a reception centre is six months. However, the director may, if necessary, extend the term of the placement for successive periods of not more than six months at a time; he must then notify the child's parents. Any reception centre designated by the director is bound to admit the child.

53. The director shall periodically review the situation of every child taken in charge and satisfy himself that every measure designed to ensure the social and family reintegration of the child is taken.

The purpose of such review is to determine if the child's situation warrants additional measures or measures different from those being applied.

The terms and conditions as well as the delays regarding such review shall be determined by regulation.

54. The Youth Court may, on a written motion of the director, issue an order enjoining any person capable of contributing to the assessment of a

situation d'un enfant, de se présenter au centre de services sociaux. Une telle ordonnance doit être signifiée au moins quarante-huit heures avant l'heure fixée pour la rencontre.

55. Le directeur, un membre du Comité, une personne désignée par ledit Comité pour agir à titre d'arbitre en vertu du paragraphe *f* de l'article 22 et une personne désignée par le ministre de la justice pour décider conjointement avec le directeur de l'orientation de l'enfant ne peuvent être contraints de dévoiler un renseignement obtenu dans l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, ces renseignements sont accessibles pour fins d'études, de recherches et de statistiques à la condition que soit respecté l'anonymat des enfants concernés et de leurs parents.

56. Toute décision concernant l'orientation d'un enfant est prise conjointement par le directeur et une personne désignée par le ministre de la justice dans les cas suivants:

a) lorsque des actes contraires à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec sont imputés à l'enfant;

b) lorsque l'enfant, s'il est âgé de quatorze ans ou plus, ou les parents ne sont pas d'accord sur les mesures volontaires proposées;

c) lorsque le directeur croit opportun de saisir le Tribunal du cas de l'enfant.

Le Tribunal ne peut être saisi du cas d'un enfant âgé de moins de quatorze ans pour des actes contraires à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec.

57. Dans les cas prévus à l'article 56, le directeur et la personne désignée par le ministre de la justice décident:

child's situation to report to the social service centre. Such order must be served at least forty-eight hours before the time fixed for the meeting.

55. No one shall compel the director, a member of the committee, a person designated by the said committee to act as arbitrator under paragraph *f* of section 22 and a person designated by the Minister of Justice to decide jointly with the director on the directing of the child to divulge any information obtained in the performance of their duties.

However, such information shall be available for the purpose of study, research or statistics provided that the anonymity of the children and parents concerned is preserved.

56. Any decision concerning the directing of a child shall be taken jointly by the director and a person designated by the Minister of Justice in the following cases:

(a) where acts contrary to any law or regulation in force in Québec are imputed to the child;

(b) where the child, if he is fourteen years of age or older, or the parents disagree on the voluntary measures proposed;

(c) where the director believes it advisable to seize the Youth Court of the case of the child.

The Youth Court shall not be seized of the case of a child less than fourteen years of age for acts contrary to laws and regulations in force in Québec.

57. In the cases provided for in section 56, the director and the person appointed by the Minister of Justice shall decide:

- a) de confier l'enfant au directeur;
- b) de lui appliquer des mesures volontaires;
- c) de saisir le Tribunal du cas; ou
- d) de fermer le dossier.

- (a) to commit the child to the care of the director;
- (b) to apply voluntary measures in his regard;
- (c) to seize the Youth Court of the case; or
- (d) to close the record.

SECTION IV

HÉBERGEMENT OBLIGATOIRE

58. Lorsque le Tribunal ordonne l'hébergement obligatoire d'un enfant, il charge le directeur de désigner un centre d'accueil ou une famille d'accueil où peut être reçu l'enfant et de voir à ce que l'hébergement s'y effectue dans des conditions adéquates.

Tout centre d'accueil ou centre hospitalier, désigné par un directeur conformément aux dispositions du présent article ou du paragraphe *b* de l'article 42 est tenu de recevoir l'enfant visé par l'ordonnance. Celle-ci peut être exécutée par tout agent de la paix.

Le centre de services sociaux doit transmettre une copie du dossier de l'enfant au directeur général du centre d'accueil désigné.

59. Le directeur chargé d'exécuter une mesure d'hébergement obligatoire doit transmettre sans délai au Comité un avis donnant le nom de l'enfant, la date du début de l'hébergement et le lieu de l'hébergement.

Le directeur doit transmettre un nouvel avis au Comité trois mois après le début de l'hébergement obligatoire.

Lorsqu'il constate qu'un hébergement obligatoire se poursuit depuis au moins trois mois, le Comité peut charger une personne de rencontrer l'enfant ou ses parents, ainsi que le directeur chargé du cas.

DIVISION IV

COMPULSORY FOSTER CARE

58. Where the Youth Court orders the compulsory foster care of a child, it shall require the director to designate a reception centre or foster family in which the child may be received and to see that foster care is provided under adequate conditions.

Every reception centre designated by the director in accordance with this section or paragraph *b* of section 42 is bound to admit the child contemplated by the order. Such order may be executed by any peace officer.

The social service centre must send a copy of the record of the child to the general manager of the designated reception centre.

59. The director entrusted with the execution of a compulsory foster care measure must send to the committee, without delay, a notice indicating the name of the child, the date on which compulsory foster care begins and the place where it is provided.

The director must send a second notice to the committee three months after compulsory foster care has begun.

When it establishes that compulsory foster care has been provided for at least three months, the committee may depute a person to meet with the child or his parents, as well as the director entrusted with the case.

60. Lorsqu'une période d'hébergement obligatoire se termine en cours d'année scolaire, le centre d'accueil ou la famille d'accueil doit continuer à héberger l'enfant jusqu'à la fin de l'année scolaire si l'enfant, âgé de quatorze ans ou plus, y consent; lorsque l'enfant est âgé de moins de quatorze ans, l'hébergement se poursuit avec l'accord des parents et du directeur.

Un hébergement obligatoire ne peut toutefois se poursuivre après le jour où une personne atteint l'âge de dix-huit ans à moins que la personne n'y consente ou que le directeur ne fasse valoir des motifs valables de poursuivre l'hébergement, auquel cas celui-ci peut se poursuivre jusqu'à l'âge de vingt et un ans sur ordonnance du Tribunal.

SECTION V

CONTRIBUTION DES PARENTS

61. Lorsqu'un enfant est en hébergement volontaire en vertu de la présente loi, les parents sont soumis à la contribution fixée par règlement adopté conformément à l'article 116 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

SECTION VI

CONTINUATION DES MESURES DE PROTECTION

62. Une personne à qui un directeur a consenti une délégation de pouvoirs lors de la prise en charge d'un enfant par un centre de services sociaux est responsable du cas de l'enfant jusqu'à ce que:

- a) le dossier soit fermé;
- b) l'enfant soit confié par le directeur à une autre personne; ou
- c) une décision ou ordonnance du Tribunal intervienne.

60. Where a period of compulsory foster care terminates during a school year, the reception centre or foster family must continue to provide the child with foster care until the end of the school year if the child, being 14 years of age or more, consents to it; when the child is less than 14 years of age, foster care shall continue with the consent of the parents and the director.

Compulsory foster care shall not, however, continue after the day on which a person has reached the age of eighteen years unless the person consents to it or the director establishes valid reasons to continue the foster care, in which case foster care may continue until the age of twenty-one years upon an order of the Youth Court.

DIVISION V

PARENTS' CONTRIBUTION

61. When a child is provided with voluntary foster care under this act, the parents are subject to the contribution fixed by regulation under section 116 of the Act respecting health services and social services.

DIVISION VI

CONTINUITY OF PROTECTIVE MEASURES

62. A person to whom a director delegates powers regarding a child taken in charge by a social service centre is responsible for the case of the child until:

- (a) the record is closed;
- (b) the child is entrusted to another person by the director; or
- (c) a decision or an order of the Youth Court intervenes.

63. Un directeur ne peut confier le cas d'un enfant qu'il a pris en charge à un autre directeur, sauf si le domicile des parents de l'enfant se trouve sur le territoire du centre de services sociaux dans lequel oeuvre cet autre directeur. Toutefois, le cas d'un enfant ne peut être ainsi confié à un autre directeur si l'enfant est hébergé dans un endroit situé sur le territoire du centre de services sociaux dans lequel oeuvre le directeur qui l'a pris en charge.

64. Copie du dossier de l'enfant peut alors être remise au centre de services sociaux dans lequel oeuvre le directeur qui se voit confier le cas d'un enfant en vertu de l'article 63.

65. Pour remplir adéquatement ses fonctions, le directeur doit communiquer régulièrement avec l'enfant et sa famille et s'assurer une connaissance du milieu habituel de vie de l'enfant en se rendant lui-même sur les lieux le plus souvent possible.

66. La section v de la Loi sur les services de santé et les services sociaux s'applique à un centre de services sociaux qui ne remplit pas adéquatement l'une ou l'autre des tâches, fonctions et obligations qui lui sont dévolues par la présente loi.

SECTION VII

TUTELLE

67. Un directeur ou toute personne qu'il recommande peut adresser à la Cour supérieure une requête appuyée d'un affidavit pour se faire nommer tuteur d'un enfant:

a) lorsque l'enfant a fait l'objet d'une décision ou ordonnance du Tribunal en vertu de la présente loi et qu'il n'existe vraisemblablement aucune possibilité

63. A director may entrust the case of a child taken in charge by him to another director only if the domicile of the child's parents is situated in the territory of the social service centre in which such other director works. However, the case of a child shall not be entrusted to another director if the child is provided with foster care in a place situated in the territory of the social service centre in which the director who has taken charge of the child works.

64. A copy of the record of the child may then be forwarded to the social service centre in which the director to whom the case of a child is assigned pursuant to section 63 works.

65. To perform his duties adequately, the director must communicate regularly with the child and his family and acquire a first-hand knowledge of the child's ordinary living environment by visiting the premises himself whenever possible.

66. Division v of the Act respecting health services and social services applies to a social service centre which does not adequately fulfil one or another of the tasks, functions and obligations vested in it by this act.

DIVISION VII

TUTORSHIP

67. A director, or any person recommended by him, may present to the Superior Court a sworn motion to be appointed tutor of a child:

(a) where the child has been the subject of a decision or an order of the Youth Court under this act and there is apparently no possibility of allowing his

de permettre son retour auprès de ses parents sans danger pour lui;

b) lorsque l'enfant est abandonné, délaissé ou orphelin ou lorsque les parents ne s'acquittent pas des obligations de soin, d'entretien et d'éducation qu'ils ont contractées à l'égard de leur enfant pour la période pendant laquelle celui-ci fait l'objet d'un hébergement en vertu de la présente loi.

La Cour supérieure peut, pour des motifs graves tels l'incapacité, le refus ou la négligence des parents de s'occuper de l'enfant, prononcer la déchéance de l'autorité parentale et déléguer la tutelle de l'enfant au directeur ou à une autre personne que le directeur recommande.

68. Un enfant confié à la tutelle du directeur ou d'une autre personne en vertu de l'article 67 est totalement à la charge et sous la responsabilité du directeur ou de cette autre personne, selon le cas, jusqu'à son adoption ou sa majorité.

Le directeur prend toutes les mesures raisonnables pour faciliter l'adoption de l'enfant.

return to his parents without danger to him;

(b) where the child is abandoned or forsaken or where he is an orphan, or where his parents do not fulfil the obligations of care, maintenance and education undertaken in respect of their child for the period during which he is subject to foster care under this act.

The Superior Court may, for serious cause such as the incapacity, unwillingness or negligence of the parents to take care of their child, declare the loss of parental authority and entrust tutorship of the child to the director or any other person recommended by him.

68. A child entrusted to the tutorship of the director or of another person pursuant to section 67 shall be completely in the charge and under the responsibility of the director or of such other person, as the case may be, until his adoption or his majority.

The director shall take all reasonable measures to facilitate the adoption of the child.

CHAPITRE V

INTERVENTION JUDICIAIRE

SECTION I

JURIDICTION

§ 1.— *Déclaration et audition*

69. Le Tribunal entend la cause d'un enfant dans le district où est situé le domicile de l'enfant ou celui de ses parents, à moins que, vu les circonstances, le Tribunal ne décide qu'il est préférable de l'entendre dans un autre district.

CHAPTER V

JUDICIAL INTERVENTION

DIVISION I

JURISDICTION

§ 1.— *Declaration and hearing*

69. The Youth Court shall hear the case of a child in the district where the domicile of the child or that of his parents is situated, unless, due to the circumstances, the Youth Court decides that it is advisable to hear it in another district.

70. Le Tribunal ne peut être saisi du cas d'un enfant que par le directeur agissant de concert avec une personne désignée par le ministre de la justice, par le Comité ou par l'arbitre qu'il désigne dans le cas visé au paragraphe *f* de l'article 22.

L'enfant, s'il est âgé de quatorze ans ou plus, ou ses parents peuvent saisir eux-mêmes le Tribunal du cas de l'enfant lorsqu'ils ne sont pas en accord avec:

a) une décision conjointe du directeur et d'une personne désignée par le ministre de la justice; ou

b) la décision de prolonger la durée de l'hébergement volontaire dans une famille d'accueil ou un centre d'accueil.

71. Le Tribunal est saisi par le dépôt d'une déclaration indiquant, si possible, le nom de l'enfant et de ses parents, leur adresse, leur âge et, sommairement, les faits qui justifient l'intervention du Tribunal.

Un fonctionnaire du Tribunal ou une personne oeuvrant au sein d'un établissement doit, lorsqu'il en est requis, venir en aide à une personne qui désire produire une déclaration en vertu du présent article.

72. Si la déclaration est faite par une personne autre que l'enfant ou ses parents, elle doit être signifiée aux parents et à l'enfant lui-même, s'il est âgé de quatorze ans ou plus, dans les soixante-douze heures de son dépôt.

Si la déclaration est faite par un parent ou un enfant, le Tribunal doit en faire parvenir copie sans délai au directeur.

73. Le Tribunal doit procéder lui-même à toute l'enquête qui donne ouverture à sa décision.

70. The Youth Court shall be seized of the case of a child only by the director acting in cooperation with a person designated by the Minister of Justice, by the committee or by the arbitrator designated by him in the case contemplated in paragraph *f* of section 22.

The child, if fourteen years of age or older, or his parents, may themselves seize the Youth Court of the case of the child if they disagree with:

(a) a joint decision of the director and a person designated by the Minister of Justice; or

(b) the decision to prolong the period of voluntary foster care in a foster family or a reception centre.

71. The Youth Court shall be seized by the filing of a declaration containing, if possible, the names of the child and of his parents, their address, their ages and a summary of the facts justifying the intervention of the Youth Court.

Every officer of the Youth Court and every person working in an establishment must, when so required, assist a person who wishes to file a declaration under this section.

72. Where the declaration is made by a person other than the child or his parents, it must be served upon the parents and upon the child himself, if he is fourteen years of age or older, within seventy-two hours of filing.

Where the declaration is made by a parent or a child, the Youth Court must send a copy to the director without delay.

73. The Youth Court must itself hear all the evidence before reaching a decision.

74. Le greffier expédie, par courrier recommandé ou certifié, un avis de la date fixée pour l'enquête et l'audition au moins dix jours et pas plus de trente avant celle-ci.

L'avis doit être expédié au directeur, au Comité, aux parents de l'enfant, à l'enfant lui-même, lorsque celui-ci est âgé de quatorze ans ou plus, et aux avocats des parties.

L'avis aux parents et à l'enfant doit indiquer leur droit d'être représentés par un avocat.

L'expédition de l'avis n'est pas nécessaire:

a) lorsque toutes les parties sont présentes au Tribunal et renoncent à l'avis;

b) lorsque le Tribunal est saisi d'une mesure provisoire d'hébergement obligatoire;

c) lorsque le Tribunal, en cas d'urgence, prescrit une façon spéciale d'aviser les intéressés.

75. Lorsque le Tribunal constate que l'intérêt de l'enfant est opposé à celui de ses parents, il doit s'assurer qu'un avocat soit spécifiquement chargé de défendre l'enfant et que cet avocat ne joue en même temps aucun rôle de conseiller ou de procureur auprès des parents.

76. Le Tribunal entend les personnes intéressées ainsi que les avocats qui les représentent.

Le directeur, le Comité ou le procureur général peuvent, d'office, intervenir à l'enquête et à l'audition comme s'ils y étaient parties.

77. Les audiences sont publiques. Cependant les parents de l'enfant ou celui-ci, s'il est âgé de quatorze ans ou plus, peuvent demander qu'elles soient tenues à huis clos.

74. The clerk shall send by registered or certified mail a notice of the date fixed for the proof and hearing at least ten and not more than thirty days before such date.

The notice must be sent to the director, the committee, the parents of the child, the child himself if he is fourteen years of age or older, and to the advocates of the parties.

The notice to the parents and the child must indicate their right to be represented by an advocate.

The sending of the notice is unnecessary:

(a) when all the parties are present at the Youth Court and they renounce the notice;

(b) when the Youth Court is seized of a provisional measure for compulsory foster care;

(c) when the Youth Court, in urgent cases, prescribes a special manner of notifying the parties.

75. Where the Youth Court establishes that the interests of the child are opposed to those of his parents, it must see that an advocate is specifically assigned to the defense of the child and that he does not act, at the same time, as counsel or attorney for the parents.

76. The Youth Court shall hear the persons concerned and the advocates representing them.

The director, the Committee or the Attorney-General may, *ex officio*, intervene at the hearing as if he or it were a party thereto.

77. The sittings shall be held in open court. However, the parents of the child or the child, if he is fourteen years of age or older, may ask that they be held *in camera*.

Toutefois, le Tribunal doit admettre en tout temps un membre du Comité ainsi que toute personne que le Comité autorise par écrit à assister aux séances du Tribunal.

78. Nul ne peut publier quoi que ce soit qui révèle le nom d'un enfant dont le cas est étudié par le Tribunal ou qui révèle le nom de ses parents, ni aucune information permettant de les identifier.

De plus, le juge peut, dans un cas particulier, interdire toute publication relativement aux audiences du Tribunal.

79. Le juge peut exclure l'enfant ou une autre personne de l'enceinte du Tribunal lorsqu'on y présente des informations qui, de l'avis du juge, pourraient être gravement préjudiciables à l'enfant, si elles étaient présentées en sa présence ou celle de cette autre personne. L'avocat de l'enfant doit toutefois demeurer dans l'enceinte pour l'y représenter. Si l'enfant n'a pas d'avocat, le Tribunal doit lui en nommer un d'office.

80. Les articles 14 à 20, 49 à 54 et 280 à 331 du Code de procédure civile s'appliquent aux auditions devant le Tribunal en autant qu'ils ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

81. Avant de rendre une décision sur les mesures applicables, le Tribunal doit demander au directeur d'effectuer une étude de la situation sociale de l'enfant. Le directeur peut, à sa discrétion, ou doit, si le Tribunal le requiert, y joindre une évaluation psychologique ou médicale de l'enfant et des membres de sa famille ou toute autre expertise qui peut être utile.

Nevertheless, the Youth Court must admit at all times a member of the committee and any other person authorized in writing by the committee to be present at the sittings of the Youth Court.

78. No person shall publish anything whatsoever revealing the name of a child whose case is before the Youth Court, or the names of his parents, or any information that would allow them to be identified.

Furthermore, the judge may, in a particular case, prohibit any publication relating to the sittings of the Youth Court.

79. The judge may exclude the child or any other person from the court-room when the information produced could, in the opinion of the judge, cause serious prejudice to the child, if it were produced in the presence of the child or such other person. The advocate of the child must however remain in the court-room to represent him. If the child has no advocate, the Youth Court shall appoint one to him *ex officio*.

80. Articles 14 to 20, 49 to 54 and 280 to 331 of the Code of Civil Procedure apply to hearings before the Youth Court to the extent that they are not inconsistent with the provisions of this act.

81. Before rendering a decision on the measures applicable, the Youth Court must request the director to make a study of the social situation of the child. The director may, at his discretion, or must, if the Youth Court so requires, attach to it a psychological or medical assessment of the child and of the members of his family or any other expert opinion that may be useful.

Le coût de ces expertises est à la charge du centre de services sociaux.

The cost of such expert opinions shall be at the expense of the social service centre.

82. Un enfant âgé de quatorze ans ou plus ou ses parents peuvent refuser de se soumettre à une étude ou évaluation visée à l'article 81. En tel cas, celle-ci n'a pas lieu; le fait est consigné dans un rapport transmis au Tribunal.

82. A child fourteen years of age or older or his parents may refuse to submit to a study or assessment contemplated in section 81. In such case, the study or assessment shall not take place and the fact shall be recorded in a report sent to the Youth Court.

83. Le contenu des expertises visées à l'article 81 doit être transmis aux parties et aux avocats des parties, qui peuvent en contester les données ou les conclusions.

83. The content of the expert opinions contemplated in section 81 must be sent to the advocates of the parties, who may dispute the data or the conclusions contained in such studies or assessments.

Toutefois, lorsque l'auteur de l'expertise est d'avis que le contenu ou partie du contenu ne devrait pas être communiqué à l'enfant, le juge peut, exceptionnellement, par décision écrite et motivée, en interdire la transmission. Le juge doit alors s'assurer que l'enfant est représenté par avocat, lequel peut prendre connaissance de l'expertise et la contester.

However, where the author of the expert opinion believes that the content or part of the content should not be communicated to the child, the judge may, by exception, in a decision formulated and substantiated in writing, prohibit the transmission of it. The judge must then satisfy himself that the child is represented by an advocate who may examine the expert opinion and dispute it.

Lorsqu'il y a contestation d'une expertise, le Tribunal peut exiger que le directeur fasse faire une autre expertise. Le Tribunal détermine qui doit payer les frais de cette autre expertise.

Where an expert opinion is disputed, the Youth Court may require the director to procure a second expert opinion. The Youth Court shall determine who must pay for such second opinion.

84. Le juge doit expliquer à l'enfant la nature des mesures envisagées et les motifs les justifiant; il doit s'efforcer d'obtenir l'adhésion de l'enfant.

84. The judge must explain to the child the nature of the measures envisaged and the reasons justifying them; he must endeavour to obtain the consent of the child to such measures.

§ 2.— *Décision*

§ 2.— *Decision*

85. Le Tribunal rend une décision écrite et motivée.

85. The Youth Court shall render its decision in writing, stating the reasons therefor.

86. Si le Tribunal en vient à la conclusion que la sécurité ou le dévelop-

86. When the Youth Court concludes that the security or the develop-

pement de l'enfant n'est pas compromis ou que l'enfant n'a pas commis d'acte contraire à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec, le dossier est fermé.

87. Si le Tribunal en vient à la conclusion que la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis ou que l'enfant a commis un acte contraire à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec, il peut ordonner l'exécution de l'une ou de plusieurs des mesures énumérées à l'article 50. Il peut en outre:

a) ordonner qu'une personne s'assure que l'enfant et ses parents respectent les conditions qui leur sont imposées et fasse rapport périodiquement au Tribunal;

b) retirer aux parents l'exercice de certains droits de l'autorité parentale;

c) recommander que des mesures soient prises devant la Cour supérieure en vue de faire nommer un tuteur à l'enfant;

d) décider de toutes mesures pour faciliter l'adoption de l'enfant;

e) ordonner l'hébergement d'un enfant âgé de quatorze ans ou plus dans une unité sécuritaire, pour une période maximum de trois mois, s'il est d'avis que l'enfant tentera de se soustraire à l'application de la loi ou qu'il représente un danger pour lui-même ou pour autrui.

88. Lorsque le Tribunal ordonne l'exécution d'une mesure à l'égard de l'enfant, il confie le cas de l'enfant au directeur.

89. Lorsque le Tribunal est saisi d'une demande d'hébergement obligatoire, provisoire ou non, il doit confirmer ou ordonner, selon le cas, l'hébergement obligatoire de l'enfant si, après

ment of the child is not in danger or that the child is not guilty of any act contrary to any law or regulation in force in Québec, the record shall be closed.

87. Where the Youth Court concludes that the security or the development of the child is in danger or that the child is guilty of an act contrary to a law or a regulation in force in Québec, it may order the execution of one or more of the measures enumerated in section 50. It may, in addition:

(a) order a person to ensure that the child and his parents comply with the conditions imposed upon them and to report periodically to the Youth Court;

(b) withdraw the exercise of certain rights of parental authority from the parents;

(c) recommend that proceedings be instituted before the Superior Court to have a tutor appointed to the child;

(d) decide on any measure designed to facilitate the adoption of the child;

(e) order the foster care of a child fourteen years of age or older in a security unit, for a maximum period of three months, if it is of opinion that the child will attempt to elude the application of the law or that he represents a danger to himself or to others.

88. Where the Youth Court orders the carrying out of a measure with regard to a child, it shall entrust the case of the child to the director.

89. Where the Youth Court is seized with an application for compulsory foster care, whether provisional or not, it must confirm or order, as the case may be, the compulsory foster care of

étude de la situation, il en vient à la conclusion que le maintien ou le retour de l'enfant chez ses parents risque de lui causer un tort sérieux.

Le Tribunal avise sans délai les parents de l'enfant qui fait l'objet d'une telle mesure.

90. Une décision ou ordonnance du Tribunal est exécutoire à compter du moment où elle est rendue et toute personne qui y est visée doit s'y conformer sans délai.

91. Copie d'une décision ou ordonnance du Tribunal relative à une affaire concernant un enfant est adressée sans délai au directeur, au Comité, aux parents, à l'enfant lui-même, s'il est âgé de quatorze ans ou plus, et aux avocats des parties.

L'original est versé au dossier du Tribunal et est conservé par le greffier.

92. Les parents, l'enfant lui-même, s'il est âgé de quatorze ans ou plus, le Comité, ainsi que le directeur peuvent demander au Tribunal de réviser une décision ou ordonnance, lorsque des faits nouveaux sont survenus depuis que celle-ci a été rendue.

93. Un dossier du Tribunal est confidentiel. Nul ne peut en prendre connaissance à l'exception de:

- a) l'enfant, s'il est âgé de quatorze ans ou plus;
- b) les parents de l'enfant;
- c) les avocats des parties, le procureur général ou une personne que celui-ci autorise;
- d) le juge du Tribunal saisi du dossier;
- e) le directeur qui a pris l'enfant en charge;

the child if, after an assessment of the situation, it concludes that the child's remaining with or returning to his parents is likely to cause him serious prejudice.

The Youth Court shall notify the parents of the child who is the subject of such a measure, without delay.

90. Every decision or order of the Youth Court is executory as soon as it is rendered and any person contemplated in it must comply therewith without delay.

91. A copy of a decision or an order of the Youth Court relating to a matter concerning a child shall be sent forthwith to the director, the committee, the parents, to the child himself, when he is fourteen years of age or older, and to the advocates of the parties.

The original shall be filed in the record of the Youth Court and shall be kept by the clerk.

92. The parents, the child himself, when he is fourteen years of age or older, the committee and the director may apply to the Youth Court for the revision of a decision or an order, when new facts have arisen since it was rendered.

93. Every record of the Youth Court is confidential. No person may take cognizance of it except:

- (a) the child, if he is fourteen years of age or older;
- (b) the parents of the child;
- (c) the advocates of the parties, the Attorney-General or a person authorized by him;
- (d) the judge of the Youth Court seized of the case;
- (e) the director who has taken charge of the child;

f) la personne désignée par le ministre de la justice pour décider conjointement avec le directeur de l'orientation de l'enfant dans les cas visés à l'article 56;

g) le Comité;

h) le directeur général de l'établissement où l'enfant est hébergé à la suite d'une décision ou ordonnance du Tribunal.

94. Néanmoins le Tribunal doit permettre que les dossiers soient accessibles aux fins d'études, d'enseignement et de recherches à condition que soit respecté l'anonymat de l'enfant et de ses parents.

Une personne qui contrevient aux dispositions du premier alinéa se rend coupable d'outrage au Tribunal et le Tribunal peut la condamner aux peines prévues à l'article 51 du Code de procédure civile.

95. Un dossier est conservé par le Tribunal jusqu'à ce que la personne visée ait atteint l'âge de dix-huit ans. Il doit ensuite être détruit.

Si la personne se trouve dans un cas visé à l'article 129, le dossier est conservé jusqu'à ce qu'elle ait atteint l'âge de vingt et un ans et doit ensuite être détruit.

SECTION II

APPEL À LA COUR SUPÉRIEURE

96. Pour les fins de la présente section, le mot «Cour» désigne la Cour supérieure.

97. Il peut être interjeté appel à la Cour d'une décision ou ordonnance du Tribunal prononçant sur une déclaration relative à une infraction à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec

(f) the person designated by the Minister of Justice to decide jointly with the director on the directing of the child in cases contemplated by section 56;

(g) the committee;

(h) the general manager of an establishment where the child is provided with foster care pursuant to a decision or an order of the Youth Court.

94. The Youth Court must nevertheless allow access to the records for purposes of study, teaching or research provided that the anonymity of the child and of his parents is preserved.

Every person who contravenes the first paragraph is guilty of contempt of court and the Youth Court may condemn him to the penalties provided by article 51 of the Code of Civil Procedure.

95. Every record shall be kept by the Youth Court until the person contemplated therein has reached the age of eighteen years. It must then be destroyed.

Where a person is in a situation contemplated in section 129, the record shall be kept until he has reached the age of twenty-one years and it shall then be destroyed.

DIVISION II

APPEAL TO THE SUPERIOR COURT

96. For the purposes of this division, the word "Court" means the Superior Court.

97. An appeal lies to the Court from any decision or order of the Youth Court deciding on a declaration concerning an offence against any act or regulation in force in Québec committed by a child as

commise par un enfant ainsi que de toute autre décision ou ordonnance du Tribunal rendue sous l'autorité de la présente loi.

L'appel est interjeté à la Cour siégeant dans le district judiciaire où la décision ou ordonnance du Tribunal a été rendue.

98. L'appel peut être porté par l'enfant, ses parents, le directeur, le Comité ou le procureur général qui peuvent, en outre, s'ils ne sont pas parties à l'appel, y intervenir d'office et sans avis, pour participer à l'enquête et à l'audition comme s'ils y étaient parties.

99. La Cour entend l'appel en tenant une nouvelle enquête et audition.

100. L'appel est formé dans les trente jours de la date de la décision ou ordonnance par le dépôt au greffe du Tribunal d'un avis d'appel signifié à l'intimé ou à son avocat.

101. L'avis d'appel contient la désignation des parties, les motifs d'appel, les conclusions recherchées, l'indication du tribunal qui a rendu la décision ou ordonnance et la date de celle-ci.

102. Le dépôt de l'avis d'appel ne suspend pas l'exécution de la décision ou ordonnance à moins qu'un juge de la Cour sur requête n'en ordonne autrement.

103. Le greffier du Tribunal qui reçoit l'avis d'appel transmet au greffe de la Cour copie de l'avis d'appel et le dossier original de la cause avec un inventaire des pièces qui le composent et une copie des entrées faites au registre.

well as from any other decision or order of the Youth Court rendered under the authority of this act.

The appeal shall be brought to the Court sitting in the judicial district where the decision or the order of the Youth Court was rendered.

98. The appeal may be brought by the child, his parents, the director, the committee or the Attorney-General, and they may, in addition, if they are not a party to the appeal, *ex officio* and without notice, take part in the proof and hearing as if they were a party thereto.

99. A second proof and hearing shall be held by the Court to hear the appeal.

100. The appeal is brought by filing, at the office of the Youth Court, a notice of appeal served on the respondent or on his advocate, within thirty days of the day the decision or the order was rendered.

101. The notice of appeal shall contain the description of the parties, the grounds for appeal, the conclusions sought, the name of the court that rendered the decision or the order and the date thereof.

102. The filing of the notice of appeal does not suspend the execution of the decision or the order unless a judge of the Court, upon a motion, orders otherwise.

103. The clerk of the Youth Court who receives the notice of appeal shall transmit a copy of the notice of appeal and the original record of the case to the office of the Court with a list of the documents therein and a copy of the entries made in the register.

104. La Cour peut demander au juge qui a rendu la décision ou ordonnance frappée d'appel de fournir, dans le délai qu'elle fixe, un rapport sur la cause ou sur une matière s'y rattachant qu'elle spécifie.

105. L'appel est instruit et jugé d'urgence.

106. La Cour peut ajourner à l'occasion l'audition d'un appel aux conditions qu'elle estime nécessaire.

107. L'appellant peut, avant que la cause ne soit entendue, se désister de son appel en produisant au greffe un acte de désistement avec la preuve de sa signification à l'intimé. L'appellant assume alors les frais de l'appel.

108. Un acte de procédure requis ou autorisé dans la présente section est signifié de la manière prévue au Code de procédure civile.

109. Les règles contenues aux articles 69 à 94 de la présente loi s'appliquent, en les adaptant, à la présente section.

110. Les dépositions sont prises en sténographie ou enregistrées de toute autre manière autorisée par le gouvernement.

111. En décidant de l'appel, la Cour peut:

a) confirmer la décision ou ordonnance frappée d'appel;

b) rendre la décision ou ordonnance que le Tribunal aurait dû rendre; ou

c) rendre toute autre ordonnance qu'elle considère appropriée.

104. The Court may require the judge who rendered the decision or the order appealed from to furnish, within the delay it fixes, a report on the case or any matter connected therewith that it may specify.

105. The appeal shall be heard and decided by preference.

106. The Court may from time to time adjourn the hearing of an appeal on such conditions as it may consider necessary.

107. The appellant may, before the case is heard, discontinue his appeal by filing in the Court office a written discontinuance with evidence of service on the respondent. The appellant shall then assume the costs of the appeal.

108. Any act of procedure required or authorized in this division shall be served in the manner provided for in the Code of Civil Procedure.

109. The rules contained in sections 69 to 94 of this act apply, *mutatis mutandis*, to this division.

110. Testimonies shall be taken in stenography or recorded in any other manner authorized by the Government.

111. In deciding on the appeal, the Court may:

(a) uphold the decision or the order appealed from;

(b) make the decision or the order that the Youth Court should have made; or

(c) make any other order it considers appropriate.

112. La Cour peut statuer sur les frais de l'appel et les frais devant le Tribunal.

113. Le jugement de la Cour est exécutoire de la même manière que s'il avait été rendu par le Tribunal.

SECTION III

APPEL À LA COUR D'APPEL

114. Il peut être interjeté appel à la Cour d'appel, avec la permission de cette Cour ou de l'un de ses juges, d'un jugement de la Cour supérieure rendu sous l'autorité de la présente loi, si la partie qui présente la demande démontre un intérêt suffisant à faire décider d'une question de droit seulement.

Toutefois, il ne peut être interjeté appel à la Cour d'appel d'un jugement de la Cour supérieure rendu en appel d'une décision ou ordonnance du Tribunal exerçant sa juridiction en matière de règlements municipaux.

115. L'appel est interjeté devant la Cour d'appel siégeant à Montréal ou à Québec selon l'endroit où est porté l'appel d'une décision en matière civile.

116. La demande de permission d'appeler est présentée par requête dans les quinze jours de la date du jugement ou dans un délai n'excédant pas trente jours que fixe la Cour d'appel ou l'un de ses juges, soit avant, soit après l'expiration dudit délai de quinze jours.

117. La requête est accompagnée d'une copie du jugement et d'un avis précisant la date de sa présentation.

112. The Court may decide as to the costs of the appeal and as to the costs before the Youth Court.

113. The judgment of the Court is executory in the same manner as if it had been rendered by the Youth Court.

DIVISION III

APPEALS TO THE COURT OF APPEAL

114. An appeal lies to the Court of Appeal, with leave of that court or of a judge of that court, from any judgment of the Superior Court rendered under the authority of this act, if the party making the application shows a sufficient interest to warrant decision on a question of law only.

However, no appeal lies to the Court of Appeal from a judgment of the Superior Court rendered in appeal from a decision or an order of the Youth Court exercising its jurisdiction in the matter of municipal by-laws.

115. The appeal is brought before the Court of Appeal sitting at Montreal or at Québec, according to the place an appeal from a judgment in a civil matter would be instituted.

116. An application for leave to appeal shall be presented by motion within fifteen days of the date of judgment or within any other delay, not exceeding thirty days, fixed by the Court of Appeal or a judge of that court, either before or after the said delay of fifteen days has expired.

117. The motion shall be accompanied with a copy of the judgment and a notice specifying the date of presentation of the motion.

118. La requête est signifiée à l'intimé ou à son avocat ainsi qu'au juge qui a rendu le jugement au moins cinq jours avant la date de sa présentation.

119. La Cour d'appel, en décidant de la requête pour permission d'appeler, prononce quant aux frais sauf, si elle autorise l'appel, à n'adjuger sur les frais qu'au moment où elle décide de l'appel.

120. Si la requête est accueillie, l'appel est formé dans les quinze jours du jugement qui l'autorise.

121. L'appel est formé par le dépôt, au greffe de la Cour supérieure, d'un avis d'appel accompagné d'une copie certifiée du jugement qui l'autorise et d'une preuve de signification de l'avis à l'intimé ou à son avocat.

122. Dans les dix jours qui suivent la signification de l'avis d'appel, l'appellant et l'intimé produisent au greffe des appels un acte de comparution.

123. Dans les trente jours qui suivent le dépôt de l'avis d'appel, l'appellant produit au greffe, en dix exemplaires, un mémoire exposant ses prétentions et en signifie deux exemplaires à l'intimé ou à son avocat. Ce mémoire reproduit le jugement frappé d'appel avec les notes produites par le juge.

124. L'intimé, dans les quinze jours qui suivent le dépôt du mémoire de l'appellant au greffe, produit au greffe son propre mémoire en dix exemplaires et en signifie deux exemplaires à l'appellant.

118. At least five days before the date of presentation, the motion shall be served on the respondent or on his advocate and on the judge who rendered judgment.

119. Upon deciding on the motion for leave to appeal, the Court of Appeal shall decide the amount of the cost unless the appeal is authorized, in which case the Court shall award the costs only when judgment on the appeal is rendered.

120. If the motion is granted, the appeal shall be brought within fifteen days of the judgment authorizing it.

121. The appeal is brought by filing at the office of the Superior Court a notice of appeal accompanied with a certified copy of the judgment authorizing it and evidence of service thereof on the respondent or on his advocate.

122. Within ten days following the date the notice of appeal is served, the appellant and the respondent shall file a written appearance at the Appeal Office.

123. Within thirty days following the filing of the notice of appeal, the appellant shall file at the Appeal Office ten copies of a factum setting out his pretensions and serve two copies of such factum on the respondent or his advocate. Such factum shall contain the judgment appealed from and the notes filed by the judge.

124. The respondent shall, within fifteen days of the filing at the Appeal Office of the factum by the appellant, file at the Office ten copies of his own factum and serve two copies thereof on the appellant.

125. Si l'appelant ne produit pas son mémoire dans le délai fixé, un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, rejeter l'appel; si c'est l'intimé qui est en défaut, la Cour d'appel peut refuser de l'entendre.

126. L'appelant produit, sauf s'il en est dispensé par la Cour d'appel ou l'un de ses juges, la transcription de la preuve recueillie devant la Cour supérieure.

127. La Cour d'appel peut rendre une ordonnance qu'elle juge appropriée aux fins d'exercer sa juridiction, d'office ou sur demande de l'une des parties.

128. Les articles 101 à 108 et 111 à 113 de la présente loi s'appliquent, en les adaptant, au présent chapitre.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

129. Si une personne atteint l'âge de dix-huit ans alors qu'elle est partie à une instance engagée devant le Tribunal en vertu de la présente loi, celle-ci est poursuivie devant le Tribunal.

De même, lorsque des faits donnant ouverture à des mesures de protection se sont produits avant qu'une personne n'atteigne l'âge de dix-huit ans, la présente loi doit être appliquée à l'exclusion de toute autre, même si la personne atteint l'âge de dix-huit ans avant qu'une instance ne soit engagée ou des mesures appliquées.

130. Lorsque, par jugement d'un tribunal compétent n'ayant pas juridiction au Québec, les droits des parents et d'un enfant ont été établis, précisés, modifiés, annulés ou de quelque manière visés, ce jugement doit être consi-

125. If the appellant does not file his factum within the delay fixed, a judge of the Court of Appeal may, on motion, dismiss the appeal; if it is the respondent who is in default, the Court of Appeal may refuse to hear him.

126. The appellant shall file, except if exempted from it by the Court of Appeal or a judge of that court, the transcription of the evidence gathered before the Superior Court.

127. The Court of Appeal may make any order considered appropriate for the purposes of exercising its jurisdiction, *ex officio* or on motion of one of the parties.

128. Sections 101 to 108 and 111 to 113 of this act apply to this chapter *mutatis mutandis*.

DIVISION IV

MISCELLANEOUS

129. Where a person reaches the age of eighteen years after proceedings have been instituted before the Youth Court under this act, such proceedings shall continue before such Court.

Similarly, where facts giving rise to protective measures occur before a person has reached the age of eighteen years, this act must be applied to the exclusion of every other act, even if the person reaches the age of eighteen years before proceedings are commenced or measures applied.

130. Where, by a judgment of a competent court having no jurisdiction in Québec, the rights of the parents of a child have been established, specified, changed, annulled or contemplated in any manner whatsoever, such judgment

déré comme exécutoire au Québec à moins que n'intervienne, sur le même objet, une décision ou ordonnance du Tribunal.

De même, une décision ou ordonnance rendue par le Tribunal dans un district judiciaire au Québec est considérée comme exécutoire dans tous les autres districts à moins que n'intervienne, sur le même objet, une autre décision ou ordonnance du Tribunal.

must be considered executory in Québec unless a decision or an order of the Youth Court intervenes in the same matter.

Similarly, a decision or an order rendered by the Youth Court in any judicial district of Québec is considered executory in all other districts unless another decision or order of the Youth Court intervenes in the same matter.

CHAPITRE VI

RÉGLEMENTATION

131. En outre des autres pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut faire des règlements pour:

a) statuer sur la forme et la teneur des avis qui doivent être donnés en vertu de la présente loi;

b) établir les modalités selon lesquelles l'enfant et ses parents peuvent donner leur consentement à des mesures volontaires;

c) déterminer les parties qui doivent être considérées comme unités sécuritaires dans les centres d'accueil qu'il identifie.

Un projet de règlement en vertu du présent article est publié par le ministre des affaires sociales dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration d'au moins quatre-vingt-dix jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au gouvernement.

132. Un règlement adopté ou approuvé par le gouvernement en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

CHAPTER VI

REGULATIONS

131. In addition to the other regulatory powers conferred upon it by this act, the Government may make regulations:

(a) to rule on the form and tenor of any notice to be given under this act;

(b) to determine the formalities by which the child and his parents may give their consent to voluntary measures;

(c) to determine the parts which must be considered as security units in the reception centres he indicates.

A draft regulation under this section shall be published by the Minister of Social Affairs in the *Gazette officielle du Québec* with a notice that at the expiry of at least ninety days following such publication, it will be submitted to the Government for approval.

132. A regulation made or approved by the Government under this act shall come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein.

CHAPITRE VII

INFRACTIONS ET PEINES

133. Quiconque contrevient aux dispositions de la présente loi ou refuse de se conformer à une décision ou ordonnance rendue en vertu de la présente loi, ou induit une personne à ne pas s'y conformer, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$500 s'il s'agit d'un individu et d'une amende d'au plus \$1,000 s'il s'agit d'un établissement.

134. Quiconque refuse ou néglige de protéger un enfant dont il a la garde ou le soumet à des dangers physiques ou quiconque pose des actes de nature à compromettre la sécurité ou le développement d'un enfant est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$1,000 s'il s'agit d'un individu et d'une amende d'au plus \$5,000 s'il s'agit d'un établissement.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET
FINALES

135. La Loi relative aux enfants trouvés placés dans certaines institutions (Statuts refondus, 1941, chapitre 325) est abrogée.

136. Partout où elle apparaît dans la Loi des tribunaux judiciaires ainsi que dans les autres lois, proclamations, arrêtés en conseil, contrats ou documents, l'expression «Cour de bien-être social» désigne «Tribunal de la jeunesse».

137. L'article 102 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), modifié par l'article

CHAPTER VII

OFFENCES AND PENALTIES

133. Every person who contravenes this act or refuses to comply with a decision or an order rendered under this act, or incites a person not to comply therewith is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, in addition to payment of the costs, to a fine of not more than \$500 in the case of an individual and not more than \$1,000 in the case of an establishment.

134. Every person who refuses or neglects to protect a child in his custody or subjects him to physical danger and every person who performs acts that may endanger the security or development of a child is liable, on summary proceeding, in addition to payment of the costs, to a fine of not more than \$1,000 in the case of an individual and not more than \$5,000 in the case of an establishment.

CHAPTER VIII

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

135. The Act respecting Foundlings Placed in the Custody of Certain Institutions (Revised Statutes, 1941, chapter 325) is repealed.

136. Wherever it appears in the Courts of Justice Act or in any other act, proclamation, order in council, contract or document, the expression "Social Welfare Court" means the "Youth Court".

137. Section 102 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), amended by section 9 of

9 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 12 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 5 du chapitre 10 des lois de 1970, l'article 4 du chapitre 14 des lois de 1971 et par l'article 5 du chapitre 8 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du quatrième alinéa, des mots «ces cours» par les mots «ces tribunaux».

138. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 102, des suivants:

«**102a.** Le ministre de la justice nomme des assesseurs pour agir auprès du tribunal. Ces assesseurs se répartissent en deux groupes; ceux du premier groupe sont choisis sur recommandation du ministre des affaires sociales et ceux du second groupe, après consultation du président du Comité de la protection de la jeunesse.

Le juge qui préside une séance du tribunal est assisté de deux assesseurs choisis dans chacun des groupes prévus par le premier alinéa.

Les assesseurs participent à l'enquête et à l'audition ainsi qu'au délibéré.

«**102b.** Les assesseurs doivent, avant d'entrer en fonctions, prêter le serment d'office suivant:

«Je, (*nom et prénom*), jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de ma charge et d'en exercer tous les pouvoirs.»

«**102c.** Les assesseurs ne peuvent être recherchés en justice pour un acte accompli de bonne foi dans l'exécution de leurs fonctions.»

chapter 18 of the statutes of 1966/1967, section 12 of chapter 19 of the statutes of 1969, section 5 of chapter 10 of the statutes of 1970, section 4 of chapter 14 of the statutes of 1971 and by section 5 of chapter 8 of the statutes of 1976, is again amended by replacing, in the French text, the words "ces cours" by the words "ces tribunaux", in the sixth line of the fourth paragraph.

138. The said act is amended by inserting after section 102, the following sections:

“**102a.** The Minister of Justice shall appoint assessors to act in the Youth Court. Such assessors are divided into two groups; the assessors forming the first group are chosen on the recommendation of the Minister of Social Affairs and those of the second group are chosen after consultation with the president of the Comité de la protection de la jeunesse.

The judge presiding at a sitting of the Youth Court shall be assisted by two assessors chosen from each of the two groups provided for in the first paragraph.

The assessors shall take part in the proof and hearing as well as in the advisement.

“**102b.** The assessors shall, before entering upon their functions, take the following oath of office:

“I, (*name and surname*), swear that I will faithfully, impartially and honestly, to the best of my knowledge and ability, fulfil all the duties and exercise all the powers of my office.”

“**102c.** Assessors shall not be prosecuted for acts performed in good faith in the carrying out of their duties.”

139. L'article 103 de ladite loi, modifié par l'article 18 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« En cas d'absence ou d'incapacité temporaire d'un assesseur, le ministre de la justice lui désigne un suppléant. »

140. L'article 104 de ladite loi, modifié par l'article 30 du chapitre 11 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne du cinquième alinéa, des mots « de cette cour » par les mots « et les assesseurs du tribunal ».

141. L'article 106 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 7 des lois de 1966 et par l'article 45 du chapitre 64 des lois de 1969 est remplacé par le suivant:

« **106.** Le Tribunal de la jeunesse est compétent à connaître:

a) des cas de jeunes délinquants au sens de la Loi sur les jeunes délinquants (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre J-3);

b) des cas dont il est saisi en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 24*);

c) des cas d'adoption suivant la Loi de l'adoption (1969, chapitre 64);

d) des cas d'infractions à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec commises par des mineurs de quatorze ans ou plus. »

142. L'article 108 de ladite loi, modifié par l'article 20 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par les suivants:

« **108.** Un juge du Tribunal de la jeunesse doit, avant d'entrer en fonctions,

139. Section 103 of the said act, amended by section 18 of chapter 17 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by adding at the end the following paragraph:

“If an assessor is absent or temporarily unable to act, the Minister of Justice shall appoint a substitute for him.”

140. Section 104 of the said act, amended by section 30 of chapter 11 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the words “of such court” in the first line of the fifth paragraph by the words “and the assessors of the Youth Court”.

141. Section 106 of the said act, amended by section 6 of chapter 7 of the statutes of 1966 and by section 45 of chapter 64 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**106.** The Youth Court is competent to take cognizance of:

(a) cases of juvenile delinquents within the meaning of the Juvenile Delinquents Act (Revised Statutes of Canada, 1970, chapter J-3);

(b) cases it is seized of under the Youth Protection Act (1977, chapter *insert here chapter number of Bill No. 24*);

(c) cases of adoption under the Adoption Act (1969, chapter 64);

(d) cases of offences against an act or a regulation in force in Québec, committed by minors fourteen years of age or older.”

142. Section 108 of the said act, amended by section 20 of chapter 17 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following sections:

“**108.** A judge of the Youth Court shall, before entering upon his func-

prêter, devant le juge en chef ou le juge en chef adjoint de ce tribunal, le serment d'office suivant:

«Je, (*nom et prénom*), jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de juge du Tribunal de la jeunesse et d'en exercer tous les pouvoirs.»

«**108a.** Le ministre de la justice peut, après consultation du juge en chef, désigner un juge du tribunal pour décider de l'orientation d'un mineur conformément à l'article 56 de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Le juge ainsi désigné n'exerce pas alors des fonctions judiciaires.»

143. L'article 109 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**109.** Le Tribunal de la jeunesse siège au chef-lieu du district judiciaire pour lequel il est constitué; lorsqu'il est établi pour un groupe de districts judiciaires, il siège au chef-lieu de chacun d'eux.

Il siège en outre à tout autre endroit désigné par le gouvernement.

Il peut tenir ses séances tous les jours juridiques.»

[[**144.** L'article 112 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**112.** Le personnel du Tribunal de la jeunesse est nommé et rémunéré suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).»]]

145. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 113, du suivant:

«**113a.** Les dossiers constitués au Tribunal de la jeunesse pour l'applica-

tions, take the following oath of office before the Chief Judge or the Associate Chief Judge of such Court:

"I, (*name and surname*), swear that I will faithfully, impartially and honestly, to the best of my knowledge and ability, fulfil all the duties and exercise all the powers of a judge of the Youth Court."

«**108a.** The Minister of Justice may, after consultation with the Chief Judge, designate a judge of the Youth Court to decide on the directing of a minor in accordance with section 56 of the Youth Protection Act.

The judge so designated does not then exercise judicial functions."

143. Section 109 of the said act is replaced by the following:

«**109.** The Youth Court sits at the chief place of the judicial district for which it is constituted; when it is established for a group of judicial districts, it sits at the chief place of each of them.

It also sits at any other place fixed by the Government.

It may hold its sittings on any juridical day."

[[**144.** Section 112 of the said act is replaced by the following:

«**112.** The personnel of the Youth Court shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14)."]]

145. The said act is amended by inserting, after section 113, the following:

«**113a.** The records constituted at the Youth Court for the application of

tion de la Loi sur la protection de la jeunesse sont conservés ou détruits conformément aux dispositions de cette loi.»

146. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 116, des suivants:

«**116a.** Un juge du tribunal qui atteint l'âge de cinquante-cinq ans et qui a exercé ses fonctions pendant au moins dix ans peut, après avis au ministre de la justice dans les six mois de l'entrée en vigueur de la Loi sur la protection de la jeunesse, être admis par le ministre de la justice à la retraite avec pension comme s'il avait atteint l'âge de soixante-dix ans.

«**116b.** Un juge du tribunal peut, à sa demande, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la Loi sur la protection de la jeunesse, être nommé, par le lieutenant-gouverneur en conseil, à la Cour provinciale ou à la Cour des sessions de la paix.

De plus, un juge ainsi nommé à la Cour provinciale peut, à sa demande, être affecté par le ministre de la justice à une Cour municipale tout en conservant son statut de juge de la Cour provinciale.

Les juges ainsi nommés ou affectés peuvent bénéficier d'un programme de perfectionnement approprié.

«**116c.** Le nombre de juges de la Cour provinciale ou de la Cour des sessions de la paix est augmenté en proportion du nombre de juges qui y sont nommés en vertu de l'article 116b.»

147. La présente loi remplace la Loi de la protection de la jeunesse (Statuts refondus, 1964, chapitre 220).

the Youth Protection Act shall be preserved or destroyed in accordance with that act."

146. The said act is amended by inserting, after section 116, the following sections:

"**116a.** A judge of the Youth Court who reaches the age of fifty-five years having exercised his functions for at least ten years may, after notifying the Minister of Justice within six months of the coming into force of the Youth Protection Act, be authorized by the Minister of Justice to retire with a pension as if he had reached the age of seventy years.

"**116b.** A judge of the Youth Court may, at his request, within six months of the coming into force of the Youth Protection Act, be appointed to the Provincial Court or to the Court of the Sessions of the Peace by the Lieutenant-Governor in Council.

In addition, a judge so appointed to the Provincial Court may, at his request, be assigned to the Municipal Court by the Minister of Justice while keeping his status of judge of the Provincial Court.

The judges so appointed or assigned may enroll in an appropriate refresher programme.

"**116c.** The number of judges of the Provincial Court or of the Court of the Sessions of the Peace shall be increased in proportion to the number of judges appointed thereto under section 116b."

147. This act replaces the Youth Protection Act (Revised Statutes, 1964, chapter 220).

148. La Loi de la Clinique d'aide à l'enfance (Statuts refondus, 1964, chapitre 221) est abrogée.

148. The Child Aid Clinic Act (Revised Statutes, 1964, chapter 221) is repealed.

149. L'article 19 de la Loi des coroners (1966/1967, chapitre 19) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Nul ne peut publier quoi que ce soit qui révèle le nom d'un enfant âgé de moins de dix-huit ans appelé à témoigner à l'occasion d'une enquête du coroner ni aucune information permettant d'identifier cet enfant.

Toute personne qui contrevient aux dispositions de l'alinéa précédent se rend coupable d'outrage au tribunal et peut être condamnée aux peines prévues à l'article 51 du Code de procédure civile.»

149. Section 19 of the Coroners Act (1966/1967, chapter 19) is amended by adding at the end the following paragraphs:

"No person shall publish anything whatsoever revealing the name of a child less than eighteen years of age called to testify at a coroner's inquest or any information permitting the identification of such child.

Every person who contravenes the preceding paragraph is guilty of contempt of court and is liable to the penalties provided for in article 51 of the Code of Civil Procedure."

150. L'article 18 de la Loi des enquêtes sur les incendies (1968, chapitre 16) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Nul ne peut publier quoi que ce soit qui révèle le nom d'un enfant âgé de moins de dix-huit ans appelé à témoigner à l'occasion d'une enquête du commissaire-enquêteur ni aucune information permettant d'identifier cet enfant.

Toute personne qui contrevient aux dispositions de l'alinéa précédent se rend coupable d'outrage au tribunal et peut être condamnée aux peines prévues à l'article 51 du Code de procédure civile.»

150. Section 18 of the Fire Investigations Act (1968, chapter 16) is amended by adding at the end the following paragraphs:

"No person shall publish anything whatsoever revealing the name of a child less than eighteen years of age called to testify at an investigation commissioner's inquiry or any information permitting the identification of such child.

Every person who contravenes the preceding paragraph is guilty of contempt of court and is liable to the penalties provided for in article 51 of the Code of Civil Procedure."

151. L'article 6 de la Loi de l'adoption (1969, chapitre 64) est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) lorsque la Cour supérieure a prononcé la déchéance de l'autorité parentale selon les dispositions de la Loi sur

151. Section 6 of the Adoption Act (1969, chapter 64) is amended by replacing paragraph *a* by the following:

"(*a*) when the Superior Court has declared the forfeiture of parental authority in accordance with the Youth

la protection de la jeunesse (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 24*);».

152. L'article 7 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) lorsque la Cour supérieure a prononcé la déchéance de l'autorité parentale selon les dispositions de la Loi sur la protection de la jeunesse;».

153. Le ministre des affaires sociales agit d'office comme secrétaire de la province en ce qui concerne les attributions et juridictions accordées à ce dernier par l'article 21 de la Loi sur les jeunes délinquants.

154. Une décision, ordonnance ou recommandation d'un juge ou du ministre des affaires sociales en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse remplacée par la présente loi continue à avoir effet et peut être modifiée comme si elle avait été émise en vertu de la présente loi.

155. Le président et le vice-président du Comité pour la protection de la jeunesse, constitué par la Loi de la protection de la jeunesse remplacée par la présente loi, deviennent membres du Comité.

Le secrétaire et les autres employés dudit Comité pour la protection de la jeunesse deviennent employés du Comité.

156. Le fichier central tenu par le Comité pour la protection de la jeunesse en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse remplacée par la présente loi appartient au Comité.

157. Le ministre de la justice est chargé de l'application des articles 11 à 29, 69 à 130 et 146. Le ministre des

Protection Act (1977, chapter *insert here chapter number of Bill No. 24*);”.

152. Section 7 of the said act is amended by replacing paragraph *d* by the following:

“(d) when the Superior Court has declared the forfeiture of parental authority in accordance with the Youth Protection Act;”.

153. The Minister of Social Affairs shall act *ex officio* as Provincial Secretary as regards the duties and jurisdictions assigned to the latter under section 21 of the Juvenile Delinquents Act.

154. Every decision, order or recommendation made or rendered by a judge or the Minister of Social Affairs under the Youth Protection Act replaced by this act continues to have effect and may be amended as if it had been made or rendered under this act.

155. The president and vice-president of the Comité pour la protection de la jeunesse, established by the Youth Protection Act replaced by this act, become members of the committee.

The secretary and the other employees of the said Comité pour la protection de la jeunesse become employees of the committee.

156. The master file kept by the Comité pour la protection de la jeunesse under the Youth Protection Act replaced by this act belongs to the committee.

157. The Minister of Justice is responsible for the application of sections 11 to 29, 69 to 130 and 146. The Minister

affaires sociales est chargé de l'application des autres articles de la présente loi.

[[158. Les sommes requises pour la mise en application de la présente loi sont prises, pour les années financières 1977/1978 et 1978/1979, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les années financières subséquentes, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

159. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vigueur à une date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.

of Social Affairs is responsible for the application of the other sections of this act.

[[158. The moneys required for the carrying out of this act shall be taken for the fiscal years 1977/1978 and 1978/1979 out of the consolidated revenue fund, and for subsequent fiscal years, out of the moneys granted each year for that purpose by the Legislature.]]

159. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Government, except the sections excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date that may be fixed by proclamation of the Government.